



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

CHAUMONT, le 21 mars 2024

Nos réf. : SHM/ED/MI n° 24-132

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FERRY CAPITAIN

Usine de Bussy
BP 33
52300 VECQUEVILLE

Code AIOT : 0005701290

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05 février 2024 dans l'établissement FERRY CAPITAIN implanté Usine de Bussy - BP 33 à 52300 VECQUEVILLE. L'inspection a été annoncée le 26 janvier 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a eu lieu dans le cadre de l'action nationale 2024 relative aux rétentions.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERRY CAPITAIN
- Usine de Bussy - BP 33 – 52300 VECQUEVILLE
- Code AIOT : 0005701290
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société FERRY CAPITAIN exploite un site de fonderie soumis à autorisation et relevant de la directive IED, sur le territoire de la commune de VECQUEVILLE.

Le site, toujours implanté dans ses bâtiments historiques, est aujourd'hui spécialisé dans la production de pièces en fonte ou acier de très grandes dimensions (pièces d'extraction minière, de turbine éolienne...) et usinées.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2024 – Rétention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Nomenclature	Arrêté Préfectoral du 30/10/2008	Prescriptions complémentaires	Sans objet
2	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Bassin de confinement des eaux incendie, modalités d'actions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
4	Bassin de confinement des eaux incendie, caractéristiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26	Sans objet
6	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
7	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les stockages de liquide, à l'exception de la cuve de résine à double peau, susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols étaient associés à une rétention compatible en capacité et en bon état.

La rétention de la cuve de résine à double peau n'a pas la capacité suffisante pour contenir le volume de cette cuve par la présence d'une ouverture (pour le raccordement du tuyau d'aspiration) sur l'une de ses parois.

En cas de fuite de la cuve, la résine pourrait s'écouler en dehors de la rétention et serait susceptible de polluer le milieu naturel. L'exploitant a proposé l'installation d'une guillotine pour rendre étanche l'ouverture et pour assurer la capacité de rétention nécessaire.

De plus, l'exploitant a fourni des éléments indiquant que l'installation dispose de mesures de confinement pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.

Cependant, il n'a pas fourni les justificatifs de calculs et de dimensionnement total de la rétention de confinement incluant les volumes des canalisations d'évacuation des eaux pluviales, de la maintenance de ces canalisations (fuites...) et de leur composition, de la maintenance du dispositif d'obturation.

Cette visite a également permis la mise à jour de la situation administrative de l'installation suite à la parution de décrets modificatifs.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète que ces non-conformités fassent l'objet d'une demande de pièces justificatives et d'un arrêté préfectoral complémentaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nomenclature

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/2008
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques
Prescription contrôlée : Tableau des rubriques applicables
Constats : A la date de la visite, arrêtés mettant à jour les rubriques applicables à cette installation : <ul style="list-style-type: none">- arrêté préfectoral n° 2878 du 30 octobre 2008- arrêté préfectoral n° 631 du 02 mai 2013, modifiant l'arrêté préfectoral n° 2878 du 30 octobre 2008- arrêté préfectoral n° 1787 du 19 avril 2019, modifiant l'arrêté préfectoral n° 2878 du 30 octobre 2008- arrêté préfectoral n° 52-2023-04-00236 du 25 avril 2023, modifiant l'arrêté préfectoral n° 2878 du 30 octobre 2008 L'exploitant a transmis un courriel en date du 5 mars 2024 apportant des renseignements complémentaires sur les rubriques applicables à l'installation FERRY CAPITAIN. Il apparaît que certaines rubriques ont été modifiées suite à la parution de nouveaux décrets modifiant les rubriques, à savoir : La rubrique 2940-2-a a été modifiée par décret n° 2020-559 du 12 mai 2020 – Le classement de la rubrique passe d'autorisation à enregistrement. La rubrique 1510-2-c a été modifiée par décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 – Le classement de la rubrique passe de déclaration à déclaration contrôlée. Par conséquent, un arrêté préfectoral complémentaire est joint pour prendre en compte ces modifications et mettre à jour la situation administrative de cette installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

N° 2 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à

une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduelles.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

— dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;

— dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;

— dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Constats :

Lors de la visite, il a été constaté que les stockages de produit liquide du site sont associés à une rétention.

Ces stockages sont constitués de récipients mobiles de capacité inférieure à 250 litres. La capacité de ces rétentions est au moins de 20 % de la capacité totale des récipients.

Une grande partie des stockages est localisée à l'air libre. Une autre partie est stockée dans les bâtiments pour l'usage lors du process.

Le site comprend une cuve de résine à double peau. Le volume de la cuve est de 25 m³, le volume de la double peau est de 4,5 m³. La rétention comprenant cette cuve est de 11 m³.

Dans un courriel du 14 février 2024, l'exploitant propose la mise en place d'une guillotine d'obturation du trou du passage du tuyau pour alimenter la cuve afin d'assurer la rétention totale de la cuve.

L'inspection des installations classées valide cette proposition. L'exploitant doit confirmer que le volume de la rétention est de 25 m³.

Le site comprend également un conteneur ATEX fermé à clé permettant le stockage des pots de peintures de finition et disposant d'une rétention.

La visite a également permis de rappeler à l'exploitant de s'assurer de l'étiquetage de tous les récipients et de veiller au bon positionnement des récipients sur les rétentions afin que le liquide de ces récipients soit dirigé dans les rétentions.

Par conséquent, l'exploitant doit s'assurer que le volume de la rétention de la cuve de résine à double peau a une capacité pouvant contenir le volume de 25 m³ de la cuve, après l'installation d'une guillotine d'obturation de l'ouverture d'alimentation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que les rétentions disposent d'une grille de protection et ne comportent pas d'objets divers dans la rétention. Les rétentions situées en extérieur ne contiennent pas d'eaux pluviales. Les rétentions ne sont pas dégradées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Bassin de confinement des eaux incendie - Caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26
Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Bassin de confinement des eaux incendie spécifique pour le stockage de produits très toxiques ou toxiques ou les substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé Les installations comportant des stockages de produits très toxiques ou toxiques visés par l'une ou plusieurs des rubriques nos 4707, 4708, 4711, 4712, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732, 4733 de la nomenclature des installations classées en quantité supérieure à 20 tonnes, des stockages de substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en quantité supérieure à 200 tonnes sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Ce bassin ou le dispositif équivalent mentionné ci-dessus est dimensionné pour pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Pour les sites autorisés après le 1er janvier 2012, ce bassin ou ce dispositif équivalent : — est implanté hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/ m ² identifiées dans l'étude de dangers, ou ; — est constitué de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à son emploi.

<p>Le volume de ce bassin ou de ce dispositif équivalent est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³/tonne de produits visés au premier alinéa de cet article et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin ou de ce dispositif équivalent sont disposés pour pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site ne dispose pas de produits soumis aux rubriques définies à l'article 26, y compris aux substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 et à leur quantité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Bassin de confinement des eaux incendie - Modalités d'actions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie</p>
<p>Prescription contrôlée : Bassin de confinement des eaux incendie.</p> <p>Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m³.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ; - tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ; - en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ; - l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant. <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part.

Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.

- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;

- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le site comprend un dispositif de confinement externe assuré par le maintien des eaux dans le réseau de canalisations d'évacuation des eaux pluviales relié à un bassin de confinement.

L'orifice d'écoulement des canalisations des eaux pluviales est muni d'un dispositif d'obturation par le gonflement d'un ballon. Cette obturation est réalisée par un dispositif de commande manuel.

Certains bâtiments comprennent des fosses étanches utilisées pour le process et servant de rétentions internes pour le confinement des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre.

Informations complémentaires transmises par courriel du 14 février 2024 :

La capacité libre du bassin de récupération des eaux de pluie est d'environ 220 m³.

La capacité des réseaux enterrés est estimée à 440 m³, soit un volume de confinement de 660 m³ auquel s'ajoutent les volumes des fosses de moulage situées dans les bâtiments.

Les fosses de moulage ont un volume de 144 m³, 150 m³, 120 m³, 90 m³ et 120 m³.

Concernant la rétention de l'eau d'extinction au niveau de l'atelier d'usinage, les fosses des groupes hydrauliques des principales machines situées dans le hall 5 sont suffisantes pour collecter le volume attendu.

Aux dires de l'exploitant (courriel du 14 février 2024): « notre calcul D9a aussi bien pour le bâtiment de fonderie (complet) que pour l'ensemble du bâtiment usinage (complet) donne un besoin de capacité de rétention de 960 m³. Selon les calculs conservateurs ci-dessus, nous estimons que nous serions capables de retenir les eaux d'extinction incendie sur le site, de les collecter et de les faire traiter par un organisme extérieur agréé à l'issue du sinistre, qu'il n'y aurait pas d'impact sur l'environnement extérieur ainsi que sur le milieu naturel à proximité (la rivière Marne) ».

L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs de calculs et de dimensionnement total de la rétention de confinement incluant les volumes des canalisations d'évacuation des eaux pluviales, de la maintenance de ces canalisations (fuites...) et de leur composition, de la maintenance du dispositif d'obturation.

Par conséquent, l'exploitant doit fournir les justificatifs demandés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de la Préfète, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'ensemble des fiches de données de sécurité est mis à la disposition des services de manière numérique via les ordinateurs présents sur le site. L'installation comprend 1012 fiches de données de sécurité. Le portail est mis à jour tous les 3 ans. L'exploitant a transmis par courriel du 14 février 2024, la procédure d'utilisation de ce portail qui comprend également les consignes de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 7 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
Constats : Les consignes de sécurité sont disponibles de manière numérique via les ordinateurs présents sur le site et utilisables par les personnes présentes. L'exploitant a transmis ces consignes par courriel du 14 février 2024.
Type de suites proposées : Sans suite